

VOIX

ORGANE DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SYNDICATS
DE LA MÉTALLURGIE C. F. T. C.

des METAUX

26, rue de Montholon, PARIS-9^e
MENSUEL - NOVEMBRE 1956
(Nouvelle Série) N° 42 - 15 fr.

ÉDITORIAL

Face aux réalités

Voici déjà un mois que se tenaient à Dunkerque nos assemblées fédérales. Notre Congrès de la Métallurgie a marqué dans le monde du travail et l'opinion publique par le sérieux et le réalisme de ses débats.

Les métallos de la C.F.T.C. ne sont pas de ceux qui s'endorment sur l'enthousiasme d'un Congrès, mais ce sont des militants capables d'agir avec fermeté après s'être déterminés avec clarté.

Nous recherchons l'efficacité

C'est pour cela que nous tendons à des réformes de structures intérieures donnant à de puissantes Fédérations d'Industrie les moyens d'accroître leur rayonnement.

C'est pour cela aussi que notre Fédération s'efforce d'assurer un meilleur équipement à l'échelon régional, consciente de la nécessité d'assurer une action toujours plus coordonnée.

Nous voulons être réalisateurs

La résolution « Salaires » du Congrès de Dunkerque nous trace des objectifs précis, et déjà les actions revendicatives ont amené des résultats dans la Métallurgie, dans les ateliers, services, entreprises... obligeant le Patronat à compter avec la volonté des travailleurs qui ne veulent pas voir entamer leur pouvoir d'achat déjà insuffisant par une hausse des prix que le Gouvernement s'avère incapable de juguler.

Nous voulons un véritable plan social

Tel que le congrès l'a défini, et le problème des retraites complémentaires est à l'ordre du jour.

Face à un projet élaboré par les services de l'U.I.M.M., nous devons faire admettre nos positions syndicales et faire adopter un système qui puisse garantir un minimum acceptable pour tous les métallurgistes de France.

Nous sommes pour la prise de conscience politique des travailleurs

C'est pour cela, qu'au sein de notre Fédération, nous

Laurent LUCAS.

Suite page 3, sous le titre

« ÉDITORIAL »



NOUS VOULONS
ÊTRE
RÉALISATEURS !



ISBERGUES (Pas-de-Calais) :

Pas de "MARCHANDS" d'HOMMES ! Vigilance pour l'avenir !

Le problème de la main-d'œuvre dans nos usines est un des sujets de nos préoccupations actuelles, car la modernisation et la création d'activités nouvelles (Silicium) n'ont pas apporté aux travailleurs de notre agglomération la certitude d'un emploi dans l'avenir.

La direction, dans un soi-disant souci d'économie, embauche, par le canal d'entreprises extérieures, du personnel qu'elle utilise au sein même de ses services, afin de pouvoir, le cas échéant, s'en débarrasser le plus rapidement possible. Plus de centaines de travailleurs se voient ainsi réduits au chômage sans préavis et sans avoir recours à l'avis du comité d'établissement.

De tels procédés doivent être sanctionnés vigoureusement. Nous nous sommes élevés avec force contre ces marchands d'hommes, descendants directs des marchands d'esclaves, mais l'Inspection du Travail, mise au courant, a répondu par son impuissance et sa léthargie pour résoudre ce grave problème. Le gouvernement devrait s'en saisir, car il n'est pas particulier à Isbergues.

Certes, de grands projets sont à l'étude (Inoxydables, blooming, hauts-fourneaux, aciéries Martin), mais les techniques qui y seront appliquées verront, une fois de plus, affermis les intérêts capitalistes au détriment de ceux de la classe ouvrière (réduction d'emploi pour rendement accru). Devant ces difficultés, le moment est venu de faire appliquer la loi de 40 heures pour résoudre le problème du plein emploi et obtenir le salaire garanti annuel, véritable sécurité du travailleur.

Il faut donc que la classe ouvrière comprenne tout l'intérêt qu'il y a pour elle de rejoindre en masse l'organisation syndicale C.F.T.C. à Isbergues, car la lutte ouvrière se poursuit tous les jours, si nous voulons connaître cette facilité de vie qu'apprécient nos camarades américains qui n'hésitent pas, malgré les gros avantages qu'ils ont déjà sur nous, à batailler encore pour les améliorer.

R. CORNARD

Suite page 7, sous le titre
« MARCHANDS D'HOMMES »

RENDEZ-VOUS QUAND MÊME !

Le président du Conseil déclarait, il y a quelques semaines, qu'il n'y aurait pas de rendez-vous d'octobre ; notre congrès fédéral de Dunkerque s'est prononcé, lui, pour l'établissement d'un nouveau S.M.I.G. et demandait à tous les syndicats de porter leurs efforts sur : une augmentation croissante du pouvoir d'achat des travailleurs par une action sur les salaires et sur les prix.

L'action menée par les organisations syndicales et particulièrement par les syndicats des métaux C.F.T.C. avait, déjà, depuis un an, apporté ça et là des avantages substantiels aux salaires de la métallurgie. Faut-il rappeler que l'action syndicale a rapporté aux métallos de Nantes « 35 % d'augmentation du bien-être » depuis mars 55 ? Faut-il rappeler les accords d'entreprises depuis celui de Renault jusqu'à ceux de la Construction navale ? Ces dernières semaines ont été marquées, dans de nombreux endroits, par une nouvelle avance. Si le rendez-vous d'octobre n'a pas encore eu lieu au plan gouvernemental en ce qui concerne le S.M.I.G., si dans l'ensemble les Chambres patronales refusent, elles aussi, un rendez-vous pour la révision des barèmes minima, les directions d'entreprises ont été, elles, bien obligées d'accepter ce rendez-vous.

DANS LA REGION DE LILLE

Les ouvriers de l'entreprise Vauquier ont vu leurs salaires rajustés d'environ 8 % par augmentation des taux d'affûtage (incorporation de 33 % de primes) et 10 francs de l'heure en plus pour certains.

A Métal Lesquin, à la suite de grèves de harcèlement par atelier, augmentation de 4 francs à l'outillage et 10 francs pour les hommes de fusion.

DANS LA REGION ROUENNAISE

A la Revima, de Caudebec-en-Caux, après une quinzaine d'heures de grève réparties sur plusieurs jours, des augmentations de salaires ont été obtenues, elles vont de 11 francs pour le M1 à 16 francs pour l'O.P.3.

Aux Forges et Fonderies de Petit-Quevilly, un cahier de revendication était déposé le 26 septembre ; le 2 octobre la direction accordait 5 fr. de l'heure ; après des grèves tournantes les 4, 5 et 6 octobre, la direction accordait 10 fr. de l'heure avec effet du 1^{er} octobre.

A l'Union maritime de Rouen, après une grève des heures supplémentaires qui a duré 10 semaines, la direction a accordé 10 francs de l'heure.

DANS LE CALVADOS

A Bayeux, l'augmentation des salaires réels va de 8,3 % pour le M1 à 13 % pour l'O.P.3.

A la S.O.G.E.N.A. de Caen, 5 % d'augmentation sur les salaires horaires à compter du 1^{er} juillet 1956.

Ces quelques exemples, pris parmi d'autres, montrent que le syndicalisme n'est pas inactif et qu'à défaut de grandes décisions spectaculaires et parfois plus spectaculaires qu'efficaces — sur un plan national le syndicalisme se révèle, une fois de plus, être payant pour les travailleurs.

Pierre JEANNE,
Secrétaire de l'Union
Régionale METAUX
de Normandie

LE SALAIRE ANNUEL GARANTI

La Fédération C.F.T.C. de la Métallurgie, lors de son récent congrès de Dunkerque, s'est prononcée pour une formule de salaire garanti.

A ce propos, voici un extrait d'une déclaration faite en 1953 par W. Reuther, leader syndicaliste américain bien connu :

« On mange tout au long de l'année et l'on vit de même, et un concept de salaire basé sur une rémunération aux pièces ou à l'heure est, dans le monde dynamique où nous vivons, aussi suranné qu'une automobile Ford modèle T. Les employés des services administratifs sont payés à l'année — que Dieu les bénisse, nous sommes tout à fait d'accord — mais nous ne voyons pas pourquoi il doit y avoir deux poids et deux mesures. Parce que si le type qui travaille dans un bureau avec vue sur la rue et dont les gosses mangent tout au long de l'année, est payé à l'année, pourquoi l'homme qui travaille à la chaîne de montage et dont les gosses mangent tout au long de l'année, ne serait-il pas payé lui aussi à l'année ? Alors, nous dis-on : « Vous voulez donc être payé pour ne pas avoir travaillé ? » Nous répondons : « Non, nous ne voulons pas être pénalisés pour ne pas avoir de travail. Faites supporter par l'industrie américaine les frais de chômage, et vous verrez avec quelle rapidité on étudiera les moyens de parvenir à une embauche totale et à une économie en expansion ».

La situation au Comité d'Établissement chez Renault - Billancourt

Le 20 septembre 1956 pour la première fois, a eu lieu la réunion des nouveaux élus au Comité d'établissement de Billancourt. Des cette réunion, les organisations C.F.T.C., F.O., S.I.R., C.G.C. demandèrent officiellement le partage des responsabilités, tenant compte de leur représentativité (5 élus). Il a fallu plus de trois semaines pour que la C.G.T. accepte ce partage des responsabilités puisque c'est seulement à la réunion du 9 octobre que furent adoptées, par l'ensemble des élus au C.E., nos propositions du début.

Ont donc été élus :
Secrétaire du C.E. : M. Cheze (C.G.T.) ;
Secrétaire-adjoint : M. Alhéritière (C.F.T.C.) ;
Directeur des Services Sociaux : M. Auberger (C.G.T.) ;
Directeur-adjoint : M. Compagnon (F.O.).

À la première réunion du 20 Septembre, les élus de la Liste d'Entente avaient également demandé un examen de la situation financière du C.E. au 1^{er} Septembre.

C'est en réponse à cette demande que le Directeur des Services Sociaux signalait que, pra-

tiquement, la subvention allouée pour le fonctionnement normal du C.E. du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 1956 était épuisée et qu'il manquait environ 110 millions pour assurer le fonctionnement normal du C.E. jusqu'à la fin de l'année, date à laquelle la nouvelle subvention sera versée.

Selon la C.G.T., cette politique financière est normale, et le Directeur des Services Sociaux n'a fait qu'appliquer les décisions de la majorité C.G.T. du C.E. Les nouveaux élus du C.E. furent donc placés devant une situation grave dont ils ne sont en aucune manière responsables, et le partage des responsabilités

adopté hier au C.E., n'a pas pour autant résolu le problème financier. La caisse est plus que vide, les factures à payer se font de plus en plus pressantes, une partie du personnel du C.E. n'a pas été payé.

N'ayant pas à leur disposition les éléments comptables qui leur permettraient de juger clairement la situation, les élus de la liste C.F.T.C. - F.O. - S.I.R. - C.G.C., ont demandé une EXPERTISE COMPTABLE IMMÉDIATE (ce qui fut adopté unanimement).

Suite page 7, sous le titre
« RENAULT - BILLANCOURT »

Bibliographie

Problèmes de consommation

Les problèmes de consommation sont particulièrement à l'ordre du jour. En y consacrant leur numéro de septembre 1956, les « Informations Sociales » cherchent à faire le point sur ces questions aux incidences économiques et sociales nombreuses.

« Informations Sociales », revue mensuelle des Services sociaux U.N.C.A.F., 66, rue de la Chaussée d'Antin, Paris (IX^e) C.C.P. Paris 9065-02 : abonnement mensuel : 1 600 francs ; le numéro 180 francs.

E. MUGLER fils
à VALENCE (Drôme)
FABRIQUE
D'HORLOGERIE
BIJOUTERIE
GRAND CHOIX DE
BIJOUX POUR MARIAGES
Montres pour Hommes et Dames
Chaines, Médailles, Colliers,
Bagues, Boucles d'oreilles,
Bracelets, etc., etc.
ENVOI FRANCO sur demande
du Catalogue et d'échantillons
ou choix

CADEAUX
Horlogerie
Garantie
FACILITES & CONDITIONS SPECIALES
REVENDEURS autorisés
Couverts de table,
CARILLONS,
CYCLES de PRÉCISION
Jumelles - Stylographes
MACHINES à COUDRE
ARMES, PHONES, T.S.F., PHOTO
CRÉDIT AU
GRÉ du CLIENT



CLUB SERVICE 103, boul. Haussmann, PARIS (8^e)
Anjou 84-20 - 8 lignes groupées

TARIF ASSURANCES AUTOMOBILES

Garantie illimitée aux tiers

(Bonification 10 % pour non sinistre - Service Recours)

La classification comprend deux tarifs :

- VEHICULES ANCIENS : voitures d'un type existant en 1945 et sorties d'usine avant le 1-7-1955 ;
- VEHICULES MODERNES : tous les autres véhicules.

USAGE	CV	PARIS		PROVINCE NORMALE	
		Véh. mod.	Véh. anciens	Véh. mod.	Véh. anciens
Promenade exclusivement	2	11 600		8 000	
	3/4	17 600	15 200	11 600	8 400
	5/6	21 200	18 000	14 600	10 800
	7/10	26 400	23 200	18 200	13 800
	11/14	35 200	30 000	23 300	16 900
	15/23	38 000	38 000	25 900	23 000
Promenade et affaires	2	24 000		11 500	
	3/4	34 400	29 200	17 700	11 500
	5/6	36 800	31 200	20 700	13 800
	7/10	39 600	33 600	24 600	16 100
	11/14	44 800	38 000	30 000	20 000
	15/23	46 400	46 400	32 300	25 300

Pour tous les autres cas et renseignements, nous consulter

EGALEMENT SERVICES VOYAGES, THÉÂTRES
REVUE AUTOMOBILE-CLUB

la en marche



**EMPLOYÉS-TECHNICIENS
AGENTS DE MAÎTRISE**

LA MARCHÉ DU TEMPS ET LES EMPLOYÉS

Augmentation constante du nombre des employés...
Transformation des tâches...
Mécanisation en voie de généralisation...

Telles sont les données des problèmes qui seront débattus au prochain Congrès national de notre « Fédération des employés, techniciens et agents de maîtrise », qui va se tenir à Paris, rue Montholon.

Samedi 17 novembre, à 9 h. 30 « L'automation et son incidence sur la formation professionnelle ».

A 16 h. : « L'avenir des jeunes employés ». Réunion à laquelle tous les « Jeunes » sont conviés.

Dimanche 18 novembre, à 14 h. 30 : « L'employé, son rôle dans l'économie ».

Les Camarades que ces problèmes préoccupent et qui ne pourraient participer au Congrès, peuvent nous écrire.

Il nous faut bâtir un plan d'action.

AU CONGRÈS DU CENT CINQUANTENAIRE DE LA PRUD'HOMIE, A LYON

G. TORCQ ET G. ROYER SONT MIS A L'HONNEUR

Lors de la séance de clôture du Congrès de la Prud'homie, à Lyon, le 30 septembre dernier, congrès qui marquait aussi le cent cinquantième de l'Institution Prud'homale, un certain nombre de personnalités se sont vu attribuer des distinctions par les Ministres Belge et Français de la Prévoyance et du Travail présents à la cérémonie.

Parmi ces personnalités, soulignons que nos camarades Georges Torcq, ancien président confédéral, conseiller prud'homal C.F.T.C. de Lille, et Georges Royer, conseiller prud'homal C.F.T.C. du Mans, réélu secrétaire général de la com-

mission exécutive des Prud'hommes de France, ont reçu tous deux la Médaille du Travail et de la Prévoyance de Belgique, des mains de M. Troclet, ministre du Travail belge.

Qui ne connaît dans le mouvement, notre camarade Torcq ? Ce n'est pas ici qu'il faut souligner ses mérites, son dévouement et ses longues années de labeur militant. Au Congrès de la Prud'homie française à Lyon, il a été salué par une enthousiaste ovation, comme plus ancien conseiller prud'homme de France, et il a été véritablement entouré d'une unanime sympathie.

Quant à Georges Royer, ses

qualités personnelles, son savoir juridique venaient de le faire réélire secrétaire général de la commission exécutive des Prud'hommes de France. La distinction qu'il a reçue honore la Prud'homie française, mais aussi la C.F.T.C., qui trouve en lui un militant de haute valeur, ayant pris une place de premier plan au sein de la Prud'homie dans notre pays.

A ces deux militants, mis à l'honneur par une nation amie, nous sommes heureux de présenter non seulement nos félicitations, mais aussi notre merci pour tout ce qu'ils ont donné au mouvement syndical chrétien.

F. DECORNET.



**SERVICES
PUBLICS**

CONGRÈS FÉDÉRAL

Le IV^e Congrès de la Fédération se réunira à Paris, les 17 et 18 novembre prochains.

Tous les syndicats ont reçu le questionnaire ; signalez-nous votre participation. Les camarades de la région parisienne sont particulièrement invités.

Le samedi après-midi et dimanche matin, réunion par branches professionnelles :

Tramways, Distribution des eaux, Chambres de commerce, Chambres de métiers, Pompes funèbres.

Distribution des eaux

A la S.L.E.E. et à la C.E.B., demandes d'augmentation de salaires faites en commun par les trois organisations syndicales.

Les agents de la C.E.B. sont mécontents des modifications apportées à la répartition des bénéfices.

Pour le groupe accord de salaires, le syndicat patronal a repoussé notre demande d'augmentation de salaires ; nous allons demander la médiation.

S.L.E.E. - Elections à la Commission des retraites

Cette élection consacre la progression de la liste commune C.F.T.C.-F.O. qui obtient la moitié des sièges (2), l'autre moitié (2) revenant à la C.G.T.

Nous obtenons une moyenne de 249 voix contre 362 à la C.G.T. En 1952, nous n'avions qu'un élu.

Tramways de Caen

La réunion de la Commission paritaire s'est soldée par un échec. La délégation ouvrière avait accepté de réduire de 20 à 15 % sa demande. La délégation patronale n'a offert que 6 % sous réserve de modification de taux. Nous avons demandé la désignation d'un médiateur.

Chambres de Métiers

Encore un renvoi à Meaux, qui ne nous paraît pas justifié. Nous intervenons.

Chambres de Commerce

Nous demandons la réunion de la Commission nationale paritaire, afin de modifier l'article 6 et, par voie de conséquence, obtenir une augmentation du salaire de base.

Tiers payant pharmacien adopté dans la Vienne et les Côtes du Nord :

Les Caisses primaires de Sécurité sociale de la Vienne et des Côtes-du-Nord, ont signé des accords avec les syndicats de pharmaciens de leur département respectif. Désormais, les assurés sociaux de ces départements ne paient que 20 % du montant de leurs ordonnances au pharmacien, lorsque ces ordonnances sont au moins égales à 2 000 fr. Pour certains assurés (bénéficiaires de la longue durée, d'une pension d'invalidité...) la prise en charge sera de 100 %.

ÉCOLE INDUSTRIELLE

Devenez Moniteurs d'apprentissage

et COMMERCIALE SAINT-NICOLAS

92, rue de Vaugirard, Paris (6^e)
(Tél. Littre 34-02)

DEUX ANS DE COURS :

Le soir, 3 fois par semaine.

TROIS CONDITIONS :

1. Avoir au moins 20 ans ;
2. Avoir une formation technique du niveau du C.A.P. (sans que ce dernier soit exigé) ;
3. Avoir suffisamment pratiqué le métier.

PRIX : 600 fr. par mois avec réduction possible suivant les charges des candidats.

INSCRIPTIONS : les mercredis et vendredis, de 18 h. à 19 h., à l'école.

Syndicalisme

C. F. T. C.

Redaction Administration

92, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Tél. TRU 91-09

C.C.P. PARIS 2832

PUBLICITE

Publicité : A. Lecomte

bd Poissonnière, Paris (9^e)

Tél. TAITBOUT 64-11

ABONNEMENTS

100 francs par an

Cet abonnement comprend

hebdomadaire « Syndicalisme »

et magazine mensuel 14-12 pages

Le directeur : Maurice BOULADOUX

IMPRIMERIE SPECIALE

DE « SYNDICALISME »

92, rue de Vaugirard, Paris (6^e)

Travail exécuté par des syndiqués

LE LIVRE DE POCHE

vient de paraître

SÉRIE HISTORIQUE :

LE SIÈCLE
DE LOUIS XV
Par Pierre GAXOTTE

SÉRIE ENCYCLOPÉDIQUE :

LES MAINS
PARLENT
Par Josef RANALD

COMMENT SE FAIRE
DES AMIS
Par Dale CARNEGIE

Le vol. simple 150f - 250f Le vol. double

Attention !

Vous n'avez
que jusqu'au

15 NOVEMBRE...

pour commander notre

**GRAND
NUMÉRO
SPÉCIAL**
de Propagande
syndicale

SYNDICAT :

NOM et Prénoms

Adresse

.....

.....

Veillez me faire parvenir à l'adresse ci-dessus ex du

numéro spécial de fin d'année à 8 fr. Je verse ce jour au CCP. 283-24 Paris,

la somme de x 8 = Fr.

Date et

Siganture :

Ne rien écrire ci-dessous, s. v. p.

Date

N

R

**BON
de
COMMANDE
NUMÉRO SPÉCIAL
de PROPAGANDE**

ÉDITORIAL

(Suite de la page une)

abordons les problèmes « Syndicalisme et politique » ; non pas avec la prétention de les résoudre dès demain, mais animés par le désir de pénétrer les problèmes posés par l'évolution grandissante des idées des hommes et des structures de l'économie et de la politique.

Nous discuterons de ces aspects importants avec un esprit d'études, de recherches, et la préoccupation primordiale d'assurer au syndicalisme et au monde du travail la plénitude de ses moyens d'expression.

Nous devons être clairvoyants

Face à un communisme tour à tour totalitaire et fausement libérateur, devant l'épanouissement d'un néo-capitalisme dit « Social », nous devons assurer à la fois la liberté de l'homme et la libération du travailleur, dans le cadre d'un attachement profond à un Syndicalisme de masse.

Enfin nous aspirons à une véritable paix

Les douloureux événements d'Algérie ont été largement évoqués à notre Congrès et la résolution adoptée à la quasi-unanimité a démontré notre volonté de voir régler pacifiquement le drame qui se joue en Afrique du Nord.

Les événements actuels, les actes de nos Gouvernants ne sont malheureusement pas le prélude à la reconnaissance des réalités politiques algériennes et à une négociation d'un cessez-le-feu mutuel, ainsi que le recommandait notre motion de Dunkerque.

Nous devons, en toute occasion et sans nous lasser, faire connaître et rappeler avec force nos positions fédérales.

Plus que jamais, les problèmes sont intimement liés et l'on ne peut dissocier la condition du travailleur de l'instauration d'une paix véritable sauvegardant toutes les libertés individuelles et collectives.

La tâche qui nous attend est immense et les difficultés ne manqueront pas de surgir.

Mais la cause en vaut la peine, c'est celle de Tous les Travailleurs.

Les Métallux C.F.T.C. n'y failliront pas.

BONNE FOI ET BONNES PAROLES !

À l'INSI au cours de la réunion paritaire du 2 octobre dernier, le Groupe Patronal de la Métallurgie Parisienne, n'a pas cru devoir modifier les barèmes de salaires et appointements minima garantis, que nous avions contractuellement signés avec lui, et les Organisations Force Ouvrière et Indépendantes, le 23 novembre 1955.

Juridiquement, nous admettons que rien n'obligeait les patrons à une attitude positive, puisqu'il s'agissait essentiellement d'une réunion pour examiner « l'évolution de la situation économique et des salaires réels dans la Métallurgie Parisienne. »

Notre Organisation ne se satisfait pas de ce formalisme juridique.

Elle avait, en juillet et novembre 1955, signé deux accords qui mettaient un peu d'ordre dans les salaires minima, après l'immobilisme patronal datant de septembre 51.

A ces dates, les employeurs s'étaient engagés à une politique de révision périodique de ces barèmes, en fonction notamment de l'évolution moyenne des salaires réels dans les quelque six mille entreprises de la Métallurgie parisienne.

Sous des prétextes officiels de crainte d'ordre économique, mais en fait, et nous avons les preuves, sous la pression politique du gouvernement, les patrons ont violé, non la lettre, mais l'esprit des accords précédents.

Ils ont eux-mêmes admis une évolution, de l'ordre de 5 à 7 %, de la moyenne des salaires depuis l'an dernier, mais ont refusé de répercuter simplement sur les minima cette évolution indiscutable.

Il va de soi que la C.F.T.C. ne se serait pas contentée de cette simple disposition, car elle considère qu'il y a un retard important à rattraper, entre les salaires minima et réels, depuis 1951.

C'est ainsi que, depuis mars 1951, date du dernier accord régional avant celui de juillet 55, nous constatons les évolutions suivantes :

— Les salaires réels ont augmenté en moyenne de 78,6 %.

— Les salaires minima ont augmenté en moyenne de 48,7 %.

— La production a augmenté en moyenne de 64 %.

— Le coût de la vie a augmenté en moyenne de 37,2 %.

— Le pouvoir d'achat a augmenté, depuis mai 1951, de 11,5 %.

Pour ce qui est de la situation des salaires minima, par rapport aux salaires réels, nous observons un décalage moyen de 20 % en moins. Cela veut dire que nos garanties de salaires se sont détériorées de 20 % par rapport au niveau des rémunérations.

Il serait donc logique d'augmenter de 20 % en moyenne les barèmes de novembre 55, si nous voulons garder leurs valeurs aux accords antérieurs. Nous pensions fermement qu'une fructueuse négociation aurait permis d'aboutir à un rattrapage total, ou fortement partiel, de ce retard de 20 %.

Cela aurait permis, sans toucher à la grande masse des salaires réels, d'une part, des salaires-planchers

plus importants (avec, pour effet, une modification de la structure même des salaires au rendement, permettant dans de nombreux cas des cadences de travail moins exténuantes, pour obtenir un salaire normal) et, d'autre part, de relever certains salaires trop anormalement bas, notamment les catégories manœuvres, O.S.I. femmes et employés.

Les patrons n'ont pas voulu, cette fois-ci, répondre favorablement à ces

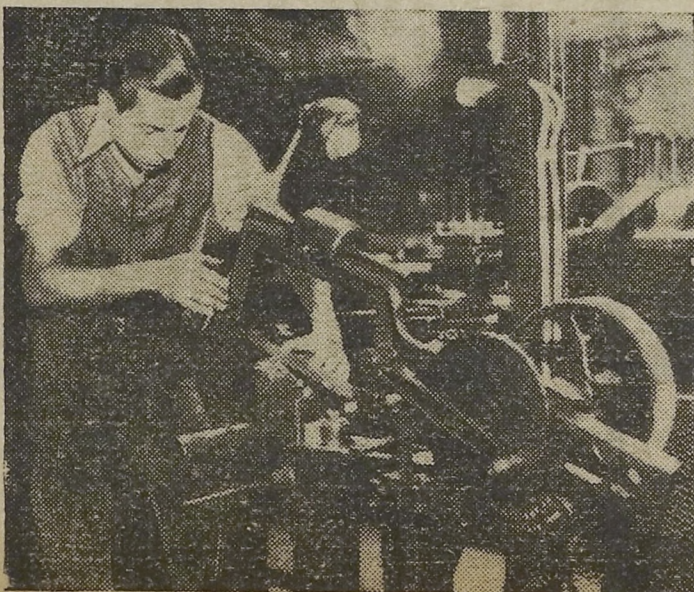
nommes qui viennent d'adhérer aux accords précédents qu'ils avaient tant décriés. En fait, ils prennent une attitude plus conforme à l'intérêt des métallos parisiens.

Nous avons décidé avec eux et le syndicat indépendant « Travail et Liberté », de demander respectivement au ministre du Travail de réunir la commission paritaire de la métallurgie parisienne avec toutes les organisations syndicales signataires de la Convention collective de juillet 54.

Nous maintenons donc nos revendications :

Révision et amélioration de la convention collective de juillet 54 (droit syndical, jours fériés, indemnité de maladie et de congédiement, retraite complémentaire, etc.).

Intégration dans cette Convention collective de barèmes de salaires et appointements garantis, en hausse sur ceux de novembre 1955.



justes exigences et nous ont proposé purement et simplement de reporter en février la prochaine discussion.

Nous avons refusé de nous associer à cette date, et avons informé le groupe patronal que nous reprenions notre liberté totale d'appréciation de l'ensemble de nos relations paritaires avec lui.

Ce langage énergique, sans vaine menace, se traduit immédiatement dans les faits :

Le secrétariat de l'U.P.S.M. a renoncé les syndicats C.G.T. et auto-

L'avenir nous dira si les patrons se rendent à une meilleure conception des négociations paritaires.

Mais cet avenir appartient d'abord aux métallos parisiens qui, dans le seul cadre de leurs organisations syndicales régionales et dans leurs sections d'entreprise, dev ont par leur soutien actif, montrer au groupe patronal que leurs légitimes exigences doivent passer dans la réalité.

Roger GILLOT.

RELATIONS HUMAINES

N'en jetez plus...

...ça DESBORDES!

LES Tréfileries et Laminiers du Havre sont, chacun le sait, à l'avant-garde du progrès social. M. Desbordes, directeur général, a envoyé à chacun de ses ouvriers (que de sollicitude et de franchise!) une lettre d'où nous extrayons les passages suivants :

« Au moment de la reprise du travail, après un congé qui, cette année conformément à la loi était établi sur la base de 3 semaines, je désire rappeler la politique suivie par la Société dans ses rapports avec le Personnel.

« Elle a été définie par la Direction générale au cours de la réunion du 11 décembre 1953 du Comité central d'entreprise dans les termes suivants :

« 1° La Société estime que son premier devoir est d'assurer le plein emploi.

« 2° La Société applique et appliquera, comme elle les a toujours appliquées dans le passé, les décisions qui pourront être prises par les Pouvoirs Publics ou par des réunions paritaires qualifiées.

« 3° Elle s'efforce d'harmoniser les rémunérations dans ses diverses usines, en appliquant les conventions nationales, et en tenant compte, dans toute la mesure du possible, des conventions régionales. Elle accorde à cette fin des augmentations bénévoles.

« 4° Elle désire déterminer par des méthodes d'analyse du travail, chronométrage ou autres, toutes les fois où c'est possible, la rémunération de chaque agent avec l'application d'une prime individuelle.

« 5° Elle encourage, par l'application des méthodes de simplification du travail, la recherche des économies de tous ordres et récompense les suggestions qui sont faites. Elle a le désir d'améliorer la rémunération du personnel au fur et à mesure de la réalisation de telles économies.

« 6° Elle désire continuer à aider ses agents retraités par le versement d'allocations bénévoles.

« 7° Elle désire poursuivre sa politique du logement qui lui permet d'assurer aujourd'hui le logement de 25 % de son personnel.

« Enfin, dans le domaine social, elle désire poursuivre son effort, notamment en faveur des Colonies de vacances, de l'aide à l'apprentissage, de la formation de la maîtrise, des gratifications aux médaillés du travail.

(Enfin une larme). — « Et si la gratification exceptionnelle n'a pas été augmentée à la fin de l'année dernière, c'est à cause de la répercussion des greves d'août, septembre, octobre 1955.

(Un beau geste). — « La décision a été prise : de transformer en « Primes de vacances », l'acompte sur gratification de fin d'année.

« De charger une commission de l'étude, à l'intérieur de la Société, d'une retraite applicable à tout le personnel.

« ...La Société désire continuer à appliquer cette même politique mais elle doit tenir compte de l'augmentation de nombreuses charges, (congés, jours fériés, impôts, etc...) ».

Vous avez un cœur maternel. Monsieur le Directeur général, mais de grâce n'en jetez plus, ça Desbordes...

Un « Laminé » du pouvoir d'Achat.

A VALENCE : UN COMBAT JUSTIFIÉ !

DEPUIS LE 5 OCTOBRE, LES OUVRIERS DE LA CUIVRERIE DU SUD-EST SONT EN GRÈVE POUR OBTENIR UNE REVALORISATION DE LEURS SALAIRES

Une commission de conciliation départementale s'est réunie le lundi 15 octobre à la préfecture, à Valence, pour le conflit de la Cuivrie du Sud-Est. Il y a eu non conciliation. Pendant une heure la délégation ouvrière de la cuivrie menée par M. Rousseau, secrétaire départemental C.F.T.C., a exposé, raisonnablement, calmement, chiffres et comparaisons à l'appui, son point de vue. Elle s'est heurtée à une position intransigeante et incompréhensible des employeurs, ceux-ci refusent toute discussion, toute concession, sans fournir aucune raison, ni explication. Cela s'est terminé par une réunion de non conciliation.

Nécessité d'une lutte syndicale lucide

Si la grande organisation syndicale qui te protège venait à décliner, tu en arriverais, toi, syndiqué, à toujours plier, à tout supporter, à ne jamais oser élever la voix. Si tu commences à être traité en homme, tu le dois au syndicat. Dans l'avenir, tu ne mériteras d'être traité comme un homme que si tu sais être un bon syndiqué.

S. WEIL, dans CONDITION OUVRIERE

Le soir même les ouvriers se réunissaient au siège de l'Union départementale C.F.T.C. et faisaient le point de la situation.

Le lendemain, une grande réunion générale réunissait tout le personnel de la cuivrie et celui-ci, après vote, décidait à l'unanimité sans aucune voix divergente, de continuer le mouvement jusqu'à satisfaction complète de ses revendications, en particulier les 10 % d'augmentation de salaire demandés.

La délégation ouvrière était venue à la réunion de la préfecture dans un esprit de conciliation ; l'attitude incompréhensible des employeurs à cette réunion, n'a fait que donner un courage nouveau aux ouvriers qui n'entendent pas être ainsi bafoués.

La présence à la réunion de conciliation de tous les responsables de la Chambre patronale de la métallurgie, présence inhé-

bituelle, donne une idée de l'importance de ce conflit, et des répercussions qu'il peut avoir.

Le syndicat C.F.T.C. de l'entreprise et tout le personnel, appuyés par l'U.D. C.F.T.C. en accord avec les organisations C.G.T. et C.G.T.-F.O. de Valence, saura exiger que l'on discute ses propositions.

Le vaste mouvement de solidarité pour les grévistes prend une dimension impressionnante. En voici un premier aperçu.

Première liste de souscription au 17 octobre :

Personnel des entreprises suivantes : M.G.M. 4709, Fonderie du bourg 1720, Crouzet / 313, Boulonnerie calibrée 6408, Tournant 5780, Ets Marion 2895, E.M.F. 3315, Carton 1543, Boulonnerie calibrée 1540, M.G.M. Crouzette 4919, Pain 1684, Ets Champion Romans 1547, Crouzet 3719, Cartoucherie 10424, Bronzor 2380, Sermeac 681, Coquet-Marquet Romans 1530, Cailliet Romans 1161, E.D.F. (premier versement) 4810, individuel 200, Ind. 500, Ind. 2000, Ind. 500, Mensuel cuivrie 1000, C.F.T.C. 50000. Total 120693.

Bureau d'aide sociale de Valence : 2000 fr. par famille plus 500 fr. par enfant à charge.

Le Gérant : J. LANNES.

A ISSOIRE

(Puy-de-Dôme) :

GRÈVE CHEZ DUCELLIER

Depuis le 10 juillet 1956, une revendication d'augmentation horaire de 10 francs était déposée près de la direction de chez Ducellier. Les propositions patronales présentées le 14 septembre furent jugées insuffisantes, et une grève illimitée fut décidée qui se prolongea jusqu'au 1^{er} octobre.

Si les résultats obtenus ne furent pas aussi substantiels qu'on l'espérait, néanmoins, les efforts d'un petit nombre de militants accrochés ont permis une vraie relance syndicale.

Et dans cette bagarre, nos camarades de la C.F.T.C. ne furent pas les moins dynamiques.

Pourtant, les pressions manquaient pas :

Lettres personnelles adressées par la direction aux travailleurs et aussi à de nombreux... COMMERÇANTS pour leur EXPOSER les raisons du refus de la société ; C.R.S. camouflés dans la ville, etc.

Malgré cela, nos militants surent maintenir un contact étroit avec le personnel, par des réunions d'information quotidiennes, des contacts fréquents... Voilà de l'action syndicale valable.

AVEC LA C.F.T.C. : SOLIDARITE !

MARCINELLE, 350 mineurs en détresse. De tous les pays, des équipes de secours sont proposées : SOLIDARITE. Après le dernier message : « Plus d'espoir », la SOLIDARITE joue encore. Dans tous les pays d'Europe, les travailleurs donnent de leur argent.

A LA Radio, un S.O.S. : il y a un malade à sauver. Le malade est sauvé grâce à la SOLIDARITE... Un grave accident à l'usine de B... Vite ! il faut du sang humain ! Vingt, trente travailleurs se proposent immédiatement : SOLIDARITE.

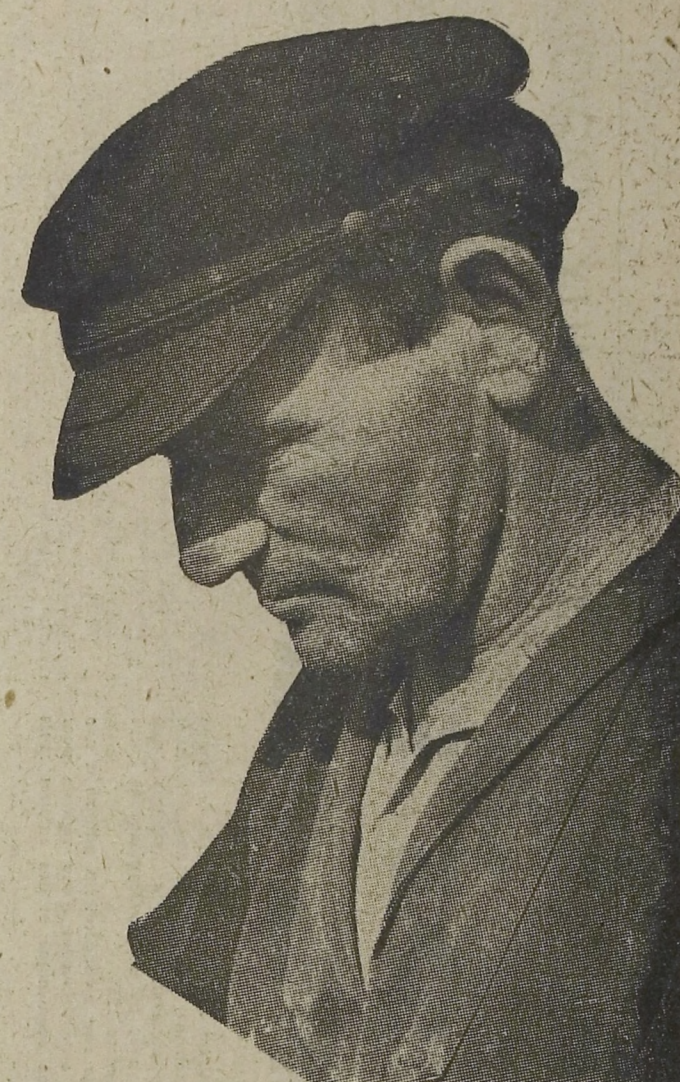
UN camion-citerne prend feu au passage d'une petite localité. Le chauffeur ouvre déjà la portière pour sauter. Il veut sauver sa peau. Mais il sait que la citerne peut exploser et mettre en danger tout un quartier. Il embraye à nouveau et, au risque de sa vie, il entraîne loin des maisons la voiture en feu : SOLIDARITE.

Le feu ! Les pompiers ne peuvent que noyer les décombres. Il y a une famille sinistrée. Trois enfants sans lit et sans foyer. On les case au mieux dans des familles du quartier, elles-mêmes déjà logées à l'étroit... SOLIDARITE.

LES métallos de Nantes se sont battus, l'an dernier, pour leurs salaires. Par leur action, par leur pression, ils ont fait « dégeler » une grande partie de vos salaires ; ils ont ainsi amorcé dans d'autres régions bien des accords de salaires profitables à tous : SOLIDARITE.

SOLIDARITE toujours et partout. Tous ces actes, petits et grands, connus et inconnus, font la gloire de la classe ouvrière. Il y a aujourd'hui un nouvel acte à inscrire dans le livre d'or de la solidarité ouvrière. La C.F.T.C. nous demande à tous d'être solidaires avec les travailleurs défavorisés. Avec tous ceux qui en sont encore réduits à un minimum lamentable. Avec les familles ouvrières qui sont parfois à 30 et 40 % EN DESSOUS du minimum vital familial indispensable.

Nous demandons à tous de comprendre leur situation, de soutenir notre campagne en leur faveur. La classe ouvrière de ce pays ne laissera pas les travailleurs les plus déshérités se « débrouiller tout seuls » !



NOUS NE VOULONS PLUS DE ÇA !

- * Des travailleurs de l'industrie et du commerce, des hommes et des femmes qui, suivant les localités, gagnent encore seulement entre 115 fr. 90 et 126 fr. de l'heure !
- * Des ouvriers agricoles qui en sont encore entre 92 fr. 75 et 105 fr. 15 de l'heure !
- * Des familles ouvrières qui, chaque jour, chaque semaine, doivent s'imposer de lourds sacrifices pour boucler leur budget !

IL FAUT LEUR PERMETTRE DE VIVRE !



UN SALAIRE VITAL POUR TOUS

Augmentation
immédiate de 25 % des prestations familiales
ASSEZ DE PRIVATIONS
POUR LES FAMILLES DE TRAVAILLEURS !

VOICI UN BUDGET... parmi tant d'autres. C'est peut-être le vôtre ou celui de votre voisin. Il y en a de pires !

Salaires du père 32.000
Prestations familiales pour la maman et les deux enfants (Paris) 11.795
43.795

Quarante trois mille francs par mois pour un budget familial de QUATRE PERSONNES !

Budget MINIMUM familial (U.N.A.F.) dans le cas de ce foyer de quatre personnes : 67.825 fr. (septembre) :

IL MANQUE : 67.825 — 43.795 = 24.030.
Nous répétons : il manque chaque mois à ce foyer vingt quatre mille francs.

La C.F.T.C. demande-t-elle trop en revendiquant une augmentation immédiate des allocations familiales de 25 % ?

DES CHIFFRES QUI CRIENT

Ce sont les derniers chiffres connus. Ils datent de 1955. Ce sont des chiffres officiels.

Gains déclarés en 1955 :

EMPLOYES : Sur 1 672 560 employés, il y en avait 1 065 040 qui gagnaient moins de 40 000 fr. nets par mois. Prolétaires en faux-cols !

PERSONNELS DE SERVICE : sur 374 900 salariés, il y en avait 236 830 qui gagnaient moins de 300 000 fr. par an !

OUVRIERS : Sur 7 344 000 ouvriers, 60 % gagnaient moins de 400 000 fr. nets par an !

TOTAL : Sur une étude portant sur 10 millions de salariés, nous trouvons 7 millions d'hommes et de femmes qui gagnaient moins de 35 000 fr. par mois.

A moins de 300 000 fr. par an — donc à moins de 25 000 fr. par mois — nous dénombrons au total encore 4 580 440 travailleurs, ce qui représente près de la moitié des 10 millions de salariés sur lesquels porte l'étude !

Même si nous ajoutons à ces chiffres les augmentations de salaires intervenues depuis 1955, ce sont toujours des chiffres qui crient l'injustice.



LEUR SORT... ... c'est aussi VOTRE SORT

HUMAINEMENT parlant, la solidarité doit jouer pour exiger le droit à une vie matérielle digne pour tous. Mais il y a aussi un autre aspect de la question des ressources des travailleurs. Tous les travailleurs sont des consommateurs. Ils doivent pouvoir consommer ce que nous fabriquons tous.

Leur sort, c'est donc votre sort ! En mangeant mieux, en s'habillant mieux, en s'équipant mieux, ils achètent. Lorsqu'ils achètent, ils font tourner vos

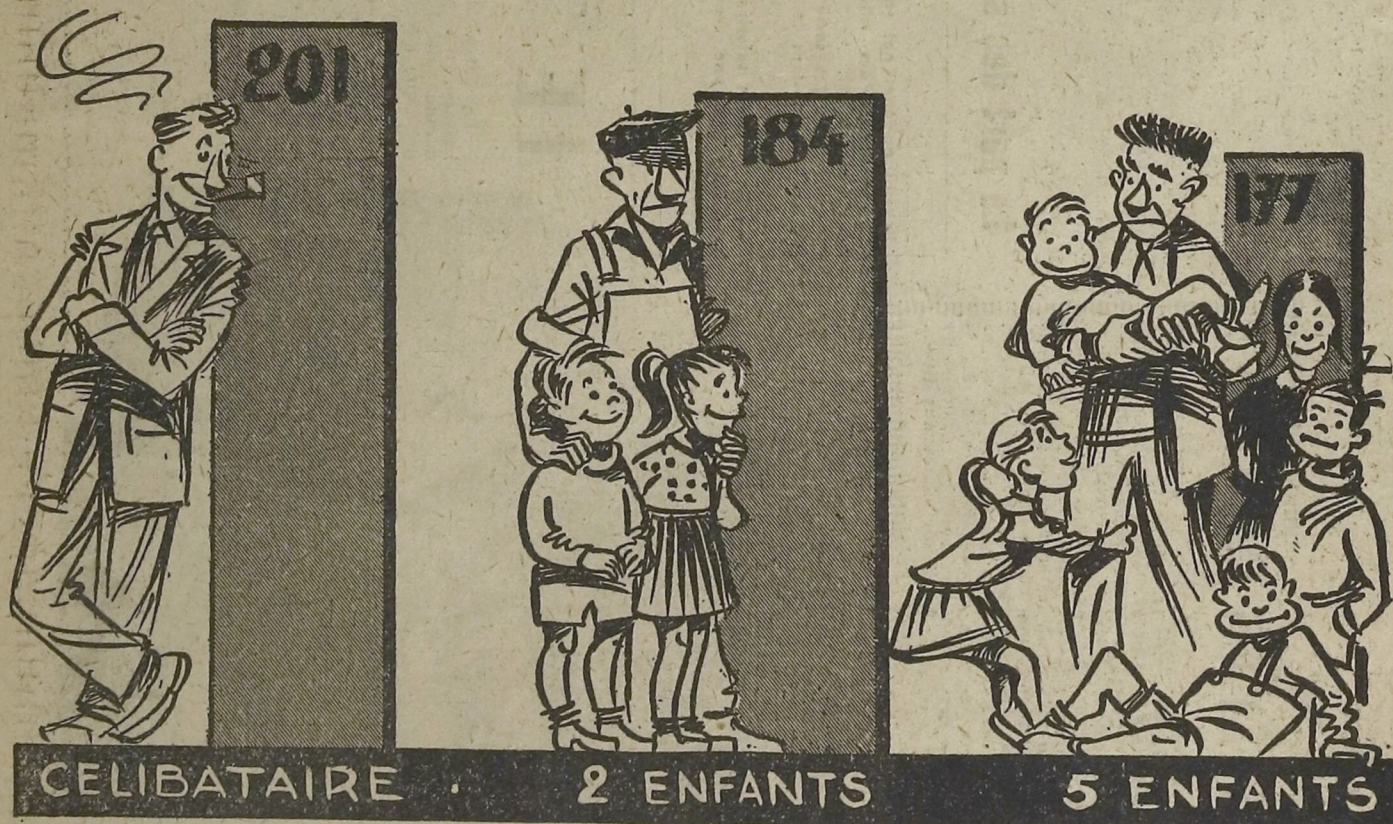
usines, nos usines. Ce sont les travailleurs, tous les travailleurs, ce sont les familles ouvrières qui, en achetant, font tourner toute la mécanique économique du Pays.

Avec la C.F.T.C., soyez solidaires avec les travailleurs défavorisés. Demandez avec la C.F.T.C. :
— la suppression des zones de salaires ;
— la revalorisation du salaire minimum ;
— l'augmentation des prestations familiales ;
— une économie au service de toute la population.

SOUTENEZ LA CAMPAGNE

QUE MÈNE LA C. F. T. C. A TRAVERS LE PAYS

« SYNDICALISME » de novembre 1956. En cas d'affichage, rayer cette page d'un trait de couleur rouge.



Depuis un an la masse globale des salaires a augmenté d'environ 10 %. Mais, dans le même temps, les revenus des familles n'ont pas été augmentés dans les mêmes proportions du fait du blocage des allocations familiales.

L'évolution comparée des salaires mensuels nets pour le célibataire et le père de famille (y compris toutes prestations) est fort suggestive.

Cette lente dégradation du revenu des familles comparativement au célibataire ne peut plus durer et la C.F.T.C. demande, dans l'immédiat, une augmentation des prestations familiales de 25 %.

ELLES SONT DES MILLIERS

ces travailleuses, à gagner entre 20 et 30 000 fr. par mois ! Des employées de commerce et pas des débutantes, des couturières de la Haute-Couture, par exemple, où les robes peuvent valoir jusqu'à un million, parce qu'il paraît qu'elles sont confectionnées par des fées !... des manutentionnaires, des ouvrières spécialisées, etc.... etc....

NE DITES PAS NON. CAR VOUS N'AVEZ QU'A REGARDER AUTOUR DE VOUS !

Souvent, elles ont encore en plus des ascendants à charge, ou bien elles se débattent avec le loyer de la chambre d'hôtel ou du petit logement qui, à lui seul, absorbe la moitié de leur salaire.

Elles vivent, direz-vous ? Mais de quelle façon ! Avec un seul repas par jour, sinon pour un certain nombre, avec le café crème et le croissant, car il faut qu'on sache qu'une tenue, une allure impeccables leur sont indispensables ; d'une femme qui travaille, que n'exige-t-on pas ?

La misère « propre », celle qui ténaille à la fois l'estomac et la dignité, est la misère la plus cruelle.

A l'époque de l'atome, des problèmes grandioses, des chiffres et de la découverte, l'esprit social, économique et politique, dans notre pays, est étroit, mesquin, de plus en plus basé sur le profit, le jeu des catégories.

Que la solidarité ouvrière ne soit donc pas un vain mot, que devant ce danger des « catégories », tous les travailleurs se réveillent et, unis dans le syndicalisme, ne laissent pas plus longtemps étouffer les défavorisés.

Que les femmes qui ont la chance d'avoir un bon salaire, une bonne situation, entendent cet appel et comprennent leurs responsabilités vis-à-vis de leurs sœurs de travail !

S. TROISGROS.



En 1955, 7 millions de Salariés déclaraient un salaire inférieur à 400 000 francs par an

TROP DE BAS SALAIRES DANS NOTRE PAYS !

Quand on parle des « bas salaires », on a souvent l'impression de rencontrer beaucoup de scepticisme :

« Oh ! il y en a, bien sûr ! Mais ce sont des exceptions. Et puis, voyez un tel, regardez ce qu'il gagne, il se débrouille bien ! »

La vérité est à la fois plus simple et plus compliquée.

La vérité, c'est qu'il y a en France des milliers d'entreprises, de petites entreprises, qui ne bénéficient d'aucune convention collective ou d'accords de salaires et où les salaires sont voisins du minimum interprofessionnel garanti. La vérité, c'est qu'il y a de nombreuses régions où, à cause des abattements de zone et pour d'autres raisons, les travailleurs touchent de très petits salaires. La vérité, c'est que dans le commerce et dans l'industrie, nous trouvons des dizaines de milliers de petits employés qui sont parfois même en dessous du minimum garanti.

Pour juger sur ces chiffres, il faut se reporter à des statistiques qui offrent le plus de chances d'être près de la vérité : les feuilles de

déclarations de salaires pour l'impôt sur la surtaxe progressive (impôt sur le revenu).

Dans ces déclarations de salaires, il n'y a pas de fraude possible : les déclarations sont faites par le salarié et, en même temps et obligatoirement, par l'employeur.

Le ministre des Affaires économiques et financières vient de publier les statistiques des salaires déclarés en 1955, c'est-à-dire des salaires distribués en 1954.

Ces chiffres disent une vérité effrayante. Ils valent la peine de s'y arrêter quelque peu.

Pour plus de clarté, nous donnons ci-dessous des chiffres pour les catégories les plus défavorisées : employés, ouvriers, personnel de service et, pour terminer, une vue sur l'ensemble des salariés.

Sur une étude officielle portant sur 1 672 000 employés, nous trouvons les chiffres suivants :

Il y avait, en 1955, plus de 95 000 employés déclarant un salaire net annuel entre 200 000 et 224 000 francs. On en trouve 109 620 qui gagnaient de 225 000 à 249 000 fr. 229 130 employés gagnaient de 250 000 à 299 000 francs ; 252 930 gagnaient de 300 000 à 349 000 fr. Nous en trouvons 226 740 qui gagnaient de 350 000 à 399 000 francs

par an. Ensuite, il y a 321 000 employés qui gagnaient de 400 000 à 499 000 francs par an...

Dans la catégorie ouvriers, sur une étude visant 7 344 640 salariés, nous trouvons 2 327 890 qui gagnaient moins de 250 000 francs de salaires nets par an. Ce qui fait un pourcentage appréciable.

Dans la tranche des salaires nets allant de 250 000 à 299 000 francs, nous trouvons 1 235 000 salariés et dans la tranche de 300 000 à 349 000 francs, il y en a encore 1 098 800.

Si nous additionnons le total des salariés ouvriers ayant déclaré moins de 400 000 francs en 1955, nous en trouvons plus de 5 400 000. Cela représente, comparé au chiffre de 7 344 000 salariés, un pourcentage de plus de 60 % de salariés ouvriers gagnant moins de 400 000 francs par an.

Dans la catégorie « personnels de service », sur un total de 374 900 salariés, nous en trouvons 266 830 qui gagnaient moins de 300 000 fr. nets par an !

Enfin, sur l'ensemble, en nous basant uniquement sur les ressources de moins de 400 000 francs net par an, nous trouvons 7 159 190 salariés sur un total de 10 459 340, ce qui représenterait 68 % de salariés qui gagnaient moins de 35 000 fr. par mois.

Certes, pour être juste, il convient de dire que, depuis, il y a eu des hausses de salaires... et des hausses de prix.

Mais tout ceci n'empêche que ces chiffres éclairent sous un jour particulier le drame des bas salaires !

LES FAMILLES OUVRIÈRES VIVENT EN-DESSOUS DU MINIMUM VITAL !

Le salaire de base des prestations familiales évolue ou stagne depuis près de dix ans en pleine incohérence. Cette situation a ainsi fait perdre des dizaines de milliards aux familles ouvrières et à l'économie du pays.

Le rétablissement de l'échelle mobile des prestations familiales réclamé une nouvelle fois par la C.F.T.C., le 16 mars 1955, et par l'U.N.C.A.F. sur l'initiative des administrateurs C.F.T.C. à son assemblée générale des 6 et 7 mai 1955, s'impose plus que jamais. L'augmentation du coût du « panier de la ménagère » suffirait amplement à sa justification.

On sait que la Charte des prestations familiales de 1946 avait prévu une clause d'échelle mobile des prestations familiales stipulant que « le salaire servant de base mensuelle au calcul des prestations familiales devait être équivalent à 225 fois le salaire horaire minimum du manœuvre ordinaire de l'industrie des métaux de la région parisienne. »

Quel est le retard actuel du salaire servant de base au calcul des prestations familiales ? 225 fois le salaire horaire minimum dans la Seine, soit 126 fr., c'est 28 350 ; le salaire de base des prestations familiales étant actuellement de 18 000 francs (17 250 fr. pour le salaire unique), la perte est de 36,5 % sur le chiffre prévu par le législateur de 1946.

Pour toutes ces raisons la C.F.T.C. demande :

1.) Une augmentation des prestations familiales de 25 %.

2.) La prise en considération de la proposition de loi n° 2 521, tendant à instituer une garantie entre les différents régimes d'Allocations familiales, à créer un Fonds national de garantie, cette proposition devant rendre possible l'amélioration sensible des prestations familiales.

QUI PAYE LES IMPOTS ?

Pour 1955, les salaires ont payé, au titre de la surtaxe progressive 84,3 milliards de francs contre 83 pour 1954. Par contre dans l'ensemble du produit de la surtaxe leur part est passée de 56,3 % en 1954 à 49 % en 1955 et 47,1 en 1956. Cette réduction relative de leur part vient des abattements supplémentaires de 20 % et de 5 % qui ont été accordés au cours des deux dernières années.

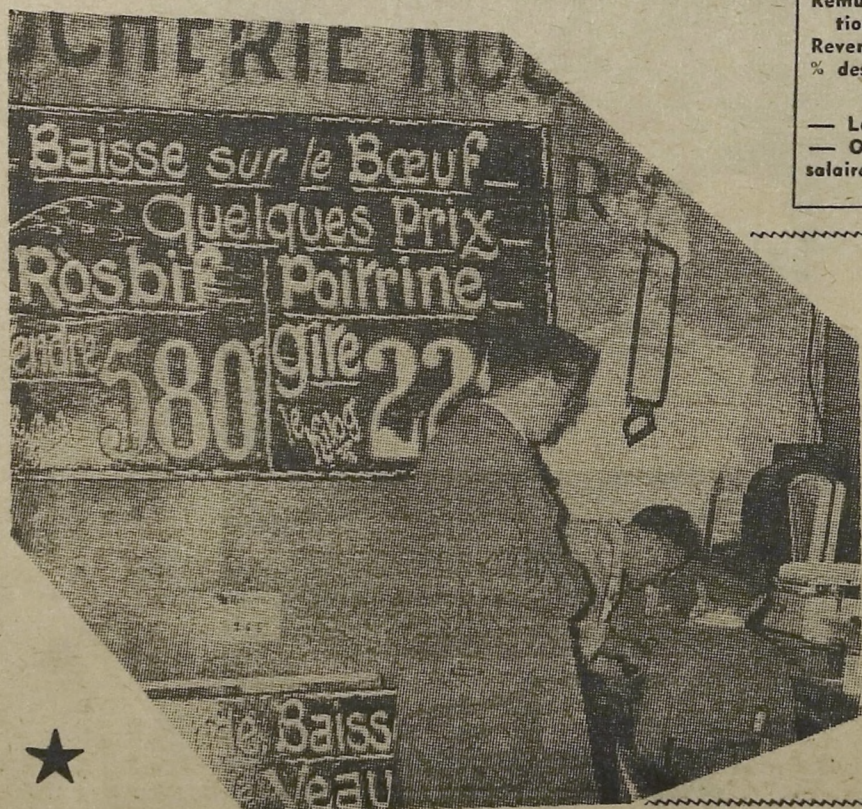
En 1956 et pour les revenus de 1955, le reste de la surtaxe progressive a été payé à concurrence de 28,4 % sur les bénéfices industriels et commerciaux, de 10 % sur les revenus de capitaux mobiliers, de 8 % sur les bénéfices des professions non commerciales, de 4,3 % sur les rémunérations des gérants et associés, de 0,9 % sur les revenus fonciers, de 0,5 % sur les bénéfices agricoles et de 0,8 % sur les revenus divers.

La part des salariés dans le revenu national ne bouge guère !

	1952	1953	1954	1955
Revenu national net (milliards)	10 500	10 790	11 510	12 440
Rémunérations des salariés (y compris prestations sociales).	6 110	6 370	6 870	7 370
Revenus nets des sociétés (après impôts).	811	864	941	1 050
% des salaires dans le revenu national.	58,2	59	59,7	59,2

— La part des salariés dans le revenu national demeure presque constante.

— On relève une croissance plus rapide des profits des sociétés et des profits boursiers que des salaires.



LE THERMOMÈTRE ou...

La baisse de la viande, malgré un fort battage, n'a pas été très efficace. Tout le monde sait d'ailleurs, les bouchers y compris, que « c'est pour un mois et pour faire plaisir au gouvernement » et que les « ventes-réclames » font partie du métier.

Tout le monde sait aussi et, particulièrement la ménagère, qu'il est facile de baisser le bifteck de 5 % quand on sait que ce morceau valait (prix relevé officiellement) 689 fr. le kilo au 24 septembre 1955 pour passer à 855 fr. un an après !

On sait aussi qu'il est facile de baisser le

prix du vin de 5 fr. en réduisant une taxe quelconque. Résultat : l'opération coûtera 1 800 millions par mois au gouvernement (ou au contribuable).

Tout cela ne changera rien, absolument rien au problème de fond. Ce que veut le gouvernement, c'est fausser le thermomètre. Mais il ne changera rien à la fièvre et au mal profond.

Il faudra bien, un jour, s'attaquer à la réforme de notre système de distribution et à la réforme fiscale.

... LA FIÈVRE ?

De qui se moque-t-on ?

LE 25 septembre, une réunion se tenait entre les organisations syndicales et la Chambre patronale de la métallurgie rouennaise. Depuis janvier les organisations syndicales réclamaient cette réunion où nous devions discuter d'un nouveau barème de salaires et de la révision de la convention collective. Les patrons avaient informé par lettre de leur refus de discuter des salaires mais de leur acceptation de discuter de la révision de la convention, demandant aux syndicats de remettre par écrit leurs propositions qui portaient sur les points suivants : jours fériés payés, régime complémentaire de retraite, assurance maladie et décès, congés d'ancienneté.

Lors de la réunion, les patrons nous confirmèrent non seulement leur refus de discuter des salaires, mais aussi de toutes clauses ayant une répercussion financière. Cependant, sur proposition C.F.T.C., une nouvelle réunion était fixée pour le 11 octobre, les syndicats devant redéposer de nouveaux textes. Ceux-ci portaient entre autres, sur la reconnaissance officielle des délégués syndicaux et l'amélioration des clauses concernant les délégués du personnel.

Le jeudi 11, la Chambre patronale refusait catégoriquement de discuter de l'article sur les délégués syndicaux et acceptait quelques légères améliorations des textes relatifs aux délégués du personnel.

Inutile de dire que les syndicats ont protesté contre l'attitude patronale. Cependant, en fin de réunion, les patrons acceptaient de réétudier le paiement des jours fériés, la convention actuelle prévoyant le paiement de 5 jours.

Une nouvelle réunion est prévue pour le 25 octobre, espérons que ces messieurs comprendront que les plaisanteries les plus courtes sont les meilleures et que l'on ne se moque pas impunément des travailleurs.

A Reims, LES MÉTALLOS de chez CONORD et PANHARD DÉBRAYENT !

DANS l'avenant de salaires signé le 10 juillet 1956, il était prévu : « Les répercussions du présent barème sur les salaires effectifs donneront lieu à des accords conclus dans le cadre de chaque établissement entre les employeurs et les représentants du personnel dans un délai maximum d'un mois ».

Chez Conord, une entrevue fut demandée immédiatement à la direction. Comme c'était la période des congés, il fut convenu d'attendre le 18 septembre. A cette date, le gouvernement avait parlé du blocage des prix et les employeurs sautèrent sur le prétexte pour refuser toute amélioration aux salaires qui variaient de 30 à 100 francs de l'heure en moins avec ceux de la maison Conord de Bobigny.

Le 20 septembre, plus de 500 membres du personnel cessaient le travail pour ne le reprendre que le 3 octobre 1956.

Chez Panhard, dans les mêmes conditions, un cahier de revendications fut déposé pour une augmentation de 15 % et l'attribution d'une prime de 1.000 francs pour les gars faisant les 3 x 8. Pendant quarante-huit heures, pour appuyer ces revendications, des débrayages limités étaient réalisés. Au cours d'un arrêt de travail, les employeurs indiquèrent leur intention de ne pas discuter tant que le travail ne serait pas repris. La ficelle était grosse : depuis huit jours déjà, le cahier des revendications était en leur possession et ils n'avaient pas bougé. Le 20 septembre, cessation du travail pour ne le reprendre que le 2 octobre.

Pendant ces journées, tout ce qui a pu être tenté pour essayer de faire discuter les employeurs a été demandé ou réalisé : commission paritaire, commission locale de conciliation, commission départementale de conciliation, Chambre syndicale patronale, etc. Rien n'a pu faire flancher le patronat qui n'a jamais accepté la discussion.

Faute d'être puissamment organisés et notamment de posséder de fortes caisses de grève, les salariés de ces établissements sont rentrés au boulot et utilisent d'autres formes de lutte. Cependant, les sections C.F.T.C. s'efforcent et voient de nouveaux camarades apporter leur adhésion au mouvement, gage d'autres actions qui se termineront par des victoires.

APRÈS LA GRÈVE des Établissements LIOTARD à Saint-Pierre-des-Corps

L'ENSEMBLE des travailleurs des Établissements Liotard Frères, à Saint-Pierre-des-Corps, c'est-à-dire les 420 ouvriers et employés, s'est mis en grève illimitée du 23 septembre au 9 octobre.

Si l'action fut magnifique (100 % du personnel du premier au dernier jour de la grève), sa conclusion fut peut-être moins heureuse. Ce qui vaut la peine d'être analysé, ce sont les « causes » de ce conflit.

Certes, comme partout dans la métallurgie tourangelaise, se pose le problème des salaires face à l'augmentation du coût de la vie, mais l'origine du conflit Liotard est tout autre, cette question ne venant se manifester qu'après le déclenchement de la grève.

Au départ, c'est contre une « ambiance » que les gars ont réagi. Cette ambiance, par les faits que nous citons ci-dessous, peut se résumer ainsi : « On veut, chez Liotard, ÊTRE TRAITÉ COMME DES HOMMES avec tout ce que cela comporte. »

Quelques faits pour illustrer cette « ambiance » — et elle doit se rencontrer à beaucoup d'exemplaires dans pas mal d'entreprises :

- Affichage heure par heure des rendements ;
- Changements de postes de travail jusqu'à plusieurs fois par jour ;
- Abus des heures supplémentaires (10 et 11 heures par jour) ;
- Promesses antérieures non tenues ;
- Contacts « direction-personnel » réduits à leur plus simple expression (faute de temps) ;
- Cadences de travail effrénées ;
- Mensuels à l'heure, traitement sur 208 heures par mois.

Autre fait définissant encore un peu cette « ambiance » : petite annonce parue dans un journal local : « Importante société métallique, banlieue de Tours, cherche chefs d'équipe, sans qualification, mais sachant conduire des hommes. » Conclusion des gars : « La boîte recrute des gards-chiourmes. »

Et, enfin, licenciements inconsidérés. C'est d'ailleurs un de ces licenciements qui mit le feu au... « hutano » ! Il s'agissait, en l'occurrence, du licenciement du chauffeur de la maison pour lequel aucune explication, ni motif n'a jamais pu être fourni par le directeur, et comme c'était le gars toujours prêt à rendre service, les ouvriers se sont mis en grève, faisant d'ailleurs appel aux Syndicats des métaux C.G.T. et C.F.T.C. pour conduire leur mouvement. L'organisation étant de règle depuis un certain temps chez Liotard, cette situation a d'ailleurs été rectifiée depuis.

Les ouvriers et employés déposèrent un cahier de revendications qui comportait entre autres :

- La réintégration du gars ;
- 20 francs d'augmentation de l'heure ;
- Un certain nombre d'aménagements, feuille de salaires, normes, horaires.

Il est à noter que pour régler toutes ces questions, la direction n'a pas eu peur d'envoyer l'un de ses directeurs pour s'adresser directement au personnel rassemblé à la porte de l'usine. On fit beaucoup d'appel au sentiment dans cette grève et deux lettres « bien sentimentales » furent adressées à l'ensemble du personnel, faisant appel à leur « compréhension », sans oublier une démarche du directeur technique auprès du gars licencié, dans un café de la ville, lui proposant trois mois de salaires et promesse de réembauchage dans ces trois mois s'il incitait les gars à reprendre le travail.

On fit également beaucoup de gymnastique pour répondre aux revendications. On proposa 20 francs de l'heure à la moitié du personnel de l'atelier « bouteille à gaz », c'est-à-dire à 75 ouvriers. Pour les autres, on verrait plus tard. Renseignements pris, il s'agissait d'incorporer une partie du boni dans le taux de base, se traduisant en fait par 3 % d'augmentation.

Pour les autres questions, elles étaient à l'étude. Il semble que le patronat tourangeau étudie beaucoup en ce moment ! Aurait-il été influencé par la rentrée scolaire ?

En conclusion, le 8 octobre, craignant un morcellement de leur unité, l'ensemble du personnel décida de reprendre le travail le 9 avec, comme résultat concret, 3 % d'augmentation de salaire à partir du 15 octobre, et pour le reste, des promesses, l'ensemble étant à l'étude.

Signalons pour conclure que ce conflit n'est pas terminé pour autant. Les gars ont pris conscience de leurs possibilités. Ils sauront s'en servir pour l'avenir. Le fait très important est qu'ils ont compris la nécessité du syndicat et une nouvelle section C.F.T.C. s'est constituée. Souhaitons-lui une action efficace et constructive et espérons que les métallos, non seulement de chez Liotard, mais aussi d'ailleurs, comprennent que la caisse de résistance est plus que jamais nécessaire dans le cas présent. Elle aurait, en tout cas, bien aidé les métallos dans le conflit en leur servant des indemnités journalières.

Ce conflit marquera de son empreinte l'ensemble des métallos. Il marque en fait la réaction d'hommes qui ne veulent pas être asservis aux techniques.

LE SYNDICAT DES MÉTAUX C.F.T.C. DE TOURS

RÉSULTATS D'ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

A. C. S. M. LE TRAIT

LES élections des délégués du personnel se sont déroulées le 26 septembre. La C.F.T.C. obtient 3 délégués ouvriers et 2 délégués mensuels.

Ces élections démontrent la progression constante de notre syndicat C.F.T.C. En 1948, nous obtenions 35 voix, en 1949 70 voix, en 1951 152 voix, en 1952 192 voix, en 1956 246 voix.

USINES CHAFFOTEAUX SAINT-BRIEUC

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL

Nombre d'inscrits... 759
Nombre de votants 666
Bulletins blancs ou nuls 203
Liste C.F.T.C. 138 voix
3 élus : Jean MACK, Yves LEMERCIER, Maurice QUENNESSON.
Liste C.G.T. 314 voix
6 élus.

Seule l'action de tous les Travailleurs donnera une réponse positive à nos revendications !

HAUTS FOURNEAUX DE JOEUF

(MEURTHE-ET-MOSELLE)

LES délégués du personnel dans leur réunion avec la direction au mois de mars, avaient demandé que les 16 h. soient supprimées. La Direction promit de faire tout son possible, mais cela après la période des congés payés... Les vacances passèrent et la Direction resta muette...

A plusieurs reprises, les délégués rappelèrent la parole donnée, et qu'il fallait que la question soit étudiée dans les plus brefs délais.

Pour toute réponse, la direction fit savoir qu'elle manquait de main-d'œuvre et qu'il fallait attendre le retour des rappelés avant de pouvoir donner une solution favorable. Elle insinua que les travailleurs en étaient contents, que cela leur permettait d'arrondir leur paie, etc.

Les délégués, jugeant une fois de plus la mauvaise volonté de la direction décidèrent d'en référer aux intéressés pour qu'ils mènent une action.

Pour la C.F.T.C., 5 délégués consacreront une bonne partie de leurs heures de délégué aux Hauts-Fourneaux, afin d'informer les travailleurs et de décider avec eux des mesures à prendre pour faire aboutir leurs revendications.

Le dimanche 7 octobre, la majorité des ouvriers quittèrent leur travail après avoir fait 8 h. sur 16. Après cet avertissement, la Direction prit peur et décida la suppression des 16 h.

Cette action aux Hauts-Fourneaux est l'exemple même que seule l'action unit de tous les travailleurs donnera une réponse positive à nos revendications. D'autres services devront suivre cet exemple si nous voulons voir une solution à nos problèmes.

MARCHANDS D'HOMMES

(Suite de la page 1)

(témoins les dernières crises de la sidérurgie).

Il faut que nous soyons unis dans nos organisations syndicales pour être forts.

Nous venons de déposer avec la C.G.T. et F.O., à la direction, notre projet de convention collective, en demandant dans l'immédiat l'application de celle de Valenciennes. Elle sera pour nous un pas en avant dans la lutte ouvrière de notre cité. Elle ne nous satisfait pas, mais nous avons la volonté de poursuivre notre lutte avec vous tous, mes camarades, afin que notre vie de travailleur soit celle de tous les hommes de la société.

RENAULT-BILLANCOURT

(Suite de la page 1)

— Désirant prendre nos responsabilités en connaissance de cause, au cours d'une réunion intersyndicale avec la C.G.T., nous avons, en attendant cette expertise, demandé le maximum de précisions.

M. Auberger nous a signalé que 40 à 50 millions sont nécessaires pour terminer le mois d'Octobre. Selon les représentants C.G.T. il y a urgence à solutionner une telle situation car, sans cela, un certain nombre d'activités sociales serait stoppé.

— Devant cela, et quoique non-responsables d'une telle situation, les Organisations F.O. - C.F.T.C. - C.G.C. - S.I.R. sont intervenues auprès de la direction de la Régie pour demander que soient donnés au C.E. les moyens de fonctionner normalement, afin que les travailleurs ne subissent pas les répercussions de la gestion révisée depuis le début de l'année.

— La Direction nous a répondu qu'elle ne pouvait s'engager à donner au C.E. les suppléments demandés avant de connaître le résultat de l'expertise décidée, du fait que la subvention 1956 a été versée.

Néanmoins, la Direction a signalé qu'elle ne refuse pas d'examiner toute situation nouvelle qui pourrait se produire dans les activités sociales vitales pour l'ensemble des salariés de l'usine.

VOILA OU EN EST LA SITUATION A CE JOUR.

LES ELUS C.F.T.C. - F.O. - S.I.R. - C.G.C. continueront à agir dans l'intérêt des travailleurs de l'usine. Ils les tiendront au courant de l'évolution de cette situation.

CHEZ ALSTHOM

Les Patrons n'auraient-ils pas d'oreilles ?

LES accords d'entreprises sont toujours les « dadas » des propos sociaux du gouvernement. Cependant rien ne vient malgré nos demandes. Les patrons n'auraient-ils pas d'oreilles ?

A Saint-Ouen, les professionnels abandonnent de plus en plus l'usine.

A Tarbes, les 2/3 de nos apprentis sont licenciés. L'expansion est à rebours sans notre entreprise.

TOUJOURS A TARBES LES TETARDS Y CREVERAIENT

Les conditions sont requises aux W.C. de la Mécanique Générale pour que ces gracieux bébés batraciens ne puissent vivre. Nous attendons depuis 1^{er} 3-temps la démolition de ces lieux infects.

— Un gars intelligent et qui peut être fier de lui, c'est bien celui qui a cassé un carreau du local C.F.T.C. ! ! !



magazine

DU TRAVAIL

Edition Spéciale de SYNDICALISME organe de la C.F.T.C.

LE COMITÉ NATIONAL DE LA C.F.T.C. DÉCIDE : VASTE CAMPAGNE de **SOLIDARITÉ** EN FAVEUR DE TOUS LES TRAVAILLEURS DÉFAVORISÉS

Le Comité national de la C.F.T.C., qui s'est réuni récemment à Paris, a décidé une importante campagne de solidarité à travers toute la France, du 5 au 10 novembre.

La C.F.T.C. estime que la situation est favorable pour obtenir un certain nombre de réformes, pour obtenir des transformations économiques et sociales et l'édification de structures dont la classe ouvrière tout entière aurait à se féliciter !

La C.F.T.C. déclare qu'il faut une économie plus efficace, il faut aussi une meilleure répartition des richesses nationales. Il faut mettre fin à une situation intolérable dans notre pays : celle des travailleurs et des familles ouvrières tenus à l'écart de certains avantages justifiés. Il est grand temps d'accorder à toute une catégorie de travailleurs défavorisés un pouvoir d'achat suffisant pour mieux vivre.

Nous ne voulons pas de cassure dans la classe ouvrière. Il faut que se manifeste maintenant, à côté du dynamisme professionnel, une solidarité véritable et effective entre tous les salariés.

C'est pour qu'un certain nombre d'idées et de courants d'opinions s'opèrent dans la nation, notamment pour le relèvement du S.M.I.G. et des allocations familiales, la suppression des zones de salaires, pour prouver ainsi la solidarité effective et réelle de tous les travailleurs, quelles que soient les régions où ils vivent ou leur catégorie professionnelle, que la C.F.T.C. a décidé de mener ces journées de propagande.

Les FAMILLES OUVRIÈRES SONT PÉNALISÉES !

SAVEZ-VOUS QU'IL Y A DES MILLIERS DE FOYERS OU, CHAQUE MOIS, IL MANQUE DE 10 à 20.000 FR. A L'APPEL ? ASSEZ DE SACRIFICES ET DE PRIVATIONS !

Alors vous pouvez le dire, la mère de famille ne fait, en effet, que « toucher » les allocations familiales.

Parlons clair, parlons chiffres. Parlons des plus déshérités. Prenons l'exemple d'un salarié étant proche du « minimum ». Il gagne 30 000 francs. Il a 2 enfants de moins de 10 ans. Dans la région parisienne, il va toucher (allocation de salaire unique comprise) 11 795 francs. Cela est destiné théoriquement à faire « vivre » la femme et les deux enfants puisque le père de famille touchera le même salaire que son camarade célibataire.

Total des ressources du foyer : 30 000 + 11 795 = 41 795 francs par mois pour 4 personnes !

L'Union nationale des Associations familiales, qui calcule tous les mois le budget nécessaire pour une famille de 4 personnes, dont 2 enfants entre 6 et 10 ans, arrive à un budget familial de 67 825 francs (dernier budget connu).

Entre ce budget (qui, encore une fois, est minimum) et les ressources du foyer, il y a un « manque à vivre » de (67 825 — 41 795) 26 030 francs chaque mois !!!

Même en supposant que le mari gagne 40 000 francs il leur manquera encore 16 000 francs chaque mois et les ressources du foyer seront encore loin en dessous du minimum.

C'est dimanche.
La ménagère fait
ses comptes.
Elle peut
vous dire,
M. Ramadier
que « ça ne
baisse pas
beaucoup ».

Plus la famille est nombreuse, plus elle doit se priver et plus elle est pénalisée.



Un Plan social ?

D'accord ! Mais un vrai !

Un plan social ? D'accord ! Mais qu'est-ce qui serait plus social que de faire vivre dignement les plus déshérités de ce pays ? Que le Gouvernement inscrive donc dans son plan social la suppression des privations supportées par des centaines de milliers de familles ouvrières. Qu'il réalise pour les petits salariés une revalorisation du salaire

moyen interprofessionnel garanti et la suppression des zones. Quoi de plus social ?

Pour nous, les satisfactions sociales, l'élévation du standard de vie, ne sont pas des restes que l'on distribue quand il y en a. Au contraire, satisfaction sociale, élévation du standard de vie, constituent des impératifs que la production doit se mettre en mesure de réaliser. Et cette opinion implique des changements de taille dans notre vie économique : Ce n'est pas aux industriels de déterminer seuls ce qu'ils veulent faire, c'est à la nation de leur indiquer ce qu'ils doivent réaliser.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE HONGRIE

Partisans farouches de vraie liberté pour tous les hommes, nous ne pouvons rester insensibles à la lutte que mène le peuple hongrois pour sa liberté.

Les travailleurs C.F.T.C. saluent fraternellement tous leurs camarades de Hongrie qui, au prix de leur vie, ont engagé la lutte pour le bien le plus précieux de l'humanité.

MOINS DE
25 000 francs

par mois pour

4 500 000

de salariés

(déclarations d'impôt : 1955)